

Le président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants ;
Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 à L.123-18 et R.123-1 à R.123-18 ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des établissements publics de coopération Intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;
Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre I du code de l'urbanisme et le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme ;
Vu le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris ;
Vu le décret n°2015-1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol dont le siège est à Aulnay-sous-Bois ;
Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
Vu le décret n°2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;
Vu la loi n°2018-148 du 2 mars 2018 ratifiant les ordonnances n°2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n°2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ;
Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;
Vu le plan local d'urbanisme (PLU) d'Aulnay-sous-Bois approuvé le 24 janvier 2008, et modifié le 24 septembre 2009, le 23 septembre 2010, le 7 juillet 2011 et le 22 mars 2012, le 17 octobre 2013, le 19 décembre 2013 et le 27 janvier 2014, révisé le 16 décembre 2015, mis en compatibilité le 28 décembre 2015, le 14 février 2017 et le 10 avril 2017, et modifié le 25 septembre 2017 et le 24 juin 2019 ;
Vu l'arrêté n°2022/015 du 19 juillet 2022 du Président de l'EPT Paris Terres d'Envol portant engagement de la procédure de modification de droit commun n°3 du PLU de la commune d'Aulnay-sous-Bois ;
Vu la décision de la Mission régionale de l'autorité environnementale après examen au cas par cas ;
Vu la décision n°E22000016/93 en date du 9 août 2022 du tribunal administratif de Montreuil désignant monsieur Alain Maillard en qualité de commissaire enquêteur ;
Vu le dossier soumis à enquête publique ;

Considérant la volonté de préserver le cadre de vie du tissu pavillonnaire ;
Considérant la nécessité d'ajuster les densités sur des secteurs et carrefours stratégiques ;
Considérant la nécessité de conforter les équipements existants et leur capacité à se développer efficacement ;
Considérant la nécessité de conforter les trames viaires afin de préserver leur gabarit et un bâti adouci ;
Considérant la volonté d'améliorer les protections patrimoniales du PLU sur la base de diagnostics récemment réalisés ;
Considérant que l'application du PLU a fait apparaître le besoin d'améliorer certaines règles et leur lisibilité ;
Considérant que le PLU doit être mis en compatibilité avec le SAGE Croult-Engnien-Vieille Mer ;
Considérant le besoin de modifier les annexes du règlement ;
Considérant le besoin d'actualiser les servitudes et les annexes du PLU ;
Considérant la nécessité d'apporter des corrections matérielles ;
Considérant la nécessité de modifier le règlement et le plan de zonage pour permettre ces adaptations ;
Considérant que les modifications apportées relèvent de la procédure de modification de droit commun telle que codifiée dans le code de l'urbanisme.

ARRÊTE

ARTICLE 1 Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification de droit commun n°3 du plan local d'urbanisme de la ville d'Aulnay-Sous-Bois du samedi 1^{er} octobre 2022 au samedi 22 octobre 2022, soit une durée de 22 jours consécutifs.

ARTICLE 2 Dans une perspective de renforcement de la traduction réglementaire des objectifs du PADD et de pérenniser l'applicabilité du PLU, le projet de modification de droit commun n°3 du PLU a notamment pour objectifs :

- D'adapter les pièces réglementaires afin de préserver le tissu pavillonnaire, d'ajuster les densités sur certains espaces stratégiques et de conforter le développement des équipements et la trame viaire ;
- D'améliorer la protection du patrimoine communal ;
- D'améliorer la formulation et la lisibilité de certaines règles ;
- D'intégrer les dispositions relatives au SAGE Croult-Engbien-Vieille Mer ;
- D'actualiser les servitudes et les annexes du PLU ;
- D'apporter des corrections matérielles.

ARTICLE 3 Monsieur Alain Maillard a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du tribunal administratif de Montreuil.

ARTICLE 4 Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Cet avis sera également publié, par voie d'affiches, sur les panneaux municipaux de la Ville d'Aulnay-sous-Bois, au siège social de l'EPT Paris Terres d'Envol – Mairie d'Aulnay-sous-Bois, Boulevard de l'Hôtel de ville - 93600 Aulnay-sous-Bois, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. L'avis sera également mis en ligne sur le site internet <http://modification3-plu-aulnaysousbois.enquetepublique.net> et accessible via un lien depuis les sites internet de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol <https://www.paristerresdenvol.fr> et de la Ville d'Aulnay-sous-Bois <https://www.aulnay-sous-bois.fr>. Une copie de cet avis sera annexée au dossier d'enquête publique.

ARTICLE 5 Le dossier d'enquête publique et un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public au Centre administratif de la mairie d'Aulnay-sous-Bois, Service urbanisme, 16 boulevard Félix Faure 93600 Aulnay-sous-Bois, pendant toute la durée de l'enquête du samedi 1^{er} octobre 2022 à 9h00 au samedi 22 octobre 2022 à 12h00, aux horaires suivants :

- Du lundi au vendredi, de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 ;
- Le samedi de 09h00 à 12h00 ;
- Pendant les permanences du commissaire enquêteur.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant toute la durée de l'enquête publique sur le site internet <http://modification3-plu-aulnaysousbois.enquetepublique.net>. Le dossier d'enquête publique sera également accessible via un lien depuis les sites internet de la Ville d'Aulnay-sous-Bois et de l'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol aux adresses suivantes : <https://www.aulnay-sous-bois.fr> et <https://www.paristerresdenvol.fr>.

Il sera également consultable depuis un poste informatique au Centre administratif de la Mairie d'Aulnay-sous-Bois, Service urbanisme, 16 boulevard Félix Faure 93600 Aulnay-sous-Bois, pendant toute la durée de l'enquête, du samedi 1^{er} octobre 2022 au samedi 22 octobre 2022, aux horaires suivants :

- Du lundi au vendredi, de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 ;
- Le samedi de 09h00 à 12h00 ;
- Pendant les permanences du commissaire enquêteur.

Pendant toute la durée de l'enquête publique du samedi 1^{er} octobre 2022 au samedi 22 octobre 2022, chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations et propositions sur le projet de modification du PLU :

- sur le registre d'enquête au Centre administratif de la mairie d'Aulnay-sous-Bois, Service urbanisme, 16 boulevard Félix Faure 93600 Aulnay-sous-Bois, pendant toute la durée de l'enquête, du samedi 1^{er} octobre 2022 à 9h00 au samedi 22 octobre 2022 à 12h00 aux heures d'ouverture mentionnées ci-dessus et pendant les permanences du commissaire enquêteur mentionnées à l'article 6 du présent arrêté ;

- sur le registre dématérialisé hébergé sur le site internet suivant : <http://modification3-plu-aulnaysousbois.enquetepublique.net> ;
- par voie électronique à l'attention du commissaire enquêteur à l'adresse suivante : modification3-plu-aulnaysousbois@enquetepublique.net;
- par courrier postal au commissaire enquêteur à l'adresse suivante :
Centre administratif de la Mairie d'Aulnay-sous-Bois
Monsieur le commissaire enquêteur
Modification n°3 du PLU
Service urbanisme
16 boulevard Félix Faure
93600 Aulnay-sous-Bois

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur seront consultables au Centre administratif de la mairie d'Aulnay-sous-Bois, Service urbanisme, 16 boulevard Félix Faure 93600 Aulnay-sous-Bois, pendant toute la durée de l'enquête du samedi 1^{er} octobre 2022 à 9h00 au samedi 22 octobre 2022 à 12h00, durant toute la durée de l'enquête publique du lundi au samedi aux heures d'ouverture mentionnées ci-dessus et pendant les permanences du commissaire enquêteur. Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables durant toute la durée de l'enquête publique, du samedi 1^{er} octobre 2022 à 9h00 au samedi 22 octobre 2022 à 12h00, sur le site internet <http://modification3-plu-aulnaysousbois.enquetepublique.net> dans les meilleurs délais.

Seules les observations et propositions transmises dans les formes précisées ci-dessus ou lors des échanges avec le commissaire enquêteur pendant ses permanences seront prises en compte.

ARTICLE 6

Le commissaire enquêteur tiendra des permanences au Centre administratif de la Mairie d'Aulnay-sous-Bois, Service urbanisme, 16 boulevard Félix Faure 93600 Aulnay-sous-Bois pour recevoir les observations écrites ou orales et répondre aux demandes d'information du public aux dates et heures suivantes :

- Samedi 1^{er} octobre 2022 de 09h00 à 12h00 ;
- Mercredi 12 octobre 2022 de 14h00 à 17h00 ;
- Samedi 22 octobre 2022 de 09h00 à 12h00.

ARTICLE 7

Des informations peuvent être demandées sur ce dossier auprès de l'autorité compétente responsable du plan local d'urbanisme, Monsieur Bruno BESCHIZZA, Président de l'EPT Paris Terres d'Envol, par l'intermédiaire du Centre administratif de la mairie d'Aulnay-sous-Bois, Service urbanisme, 16 boulevard Félix Faure 93600 Aulnay-sous-Bois aux horaires habituels d'ouverture du service.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, dès la publication du présent arrêté.

ARTICLE 8

À l'expiration du délai d'enquête, le samedi 22 octobre 2022 à 12h00, le registre d'enquête papier sera clos et signé par le commissaire enquêteur. A partir de cette même heure, les observations et propositions émises via le registre dématérialisé et l'adresse mail ne seront plus prises en compte.

ARTICLE 9

A l'expiration du délai d'enquête, le registre sera transmis sans délai au commissaire enquêteur. Dès réception du registre et des éventuels documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, sous huitaine, le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol ou son représentant en présence du Maire de la ville, ou son représentant, afin de lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Ce dernier pourra être communiqué par voie électronique. Le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

ARTICLE 10

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Président de l'EPT Paris Terres d'Envol le dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées.

Le rapport comportera le rappel de l'objet du plan, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public. Les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves, ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et ses conclusions motivées au Président du tribunal administratif de Montreuil. Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée par le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol, au Maire d'Aulnay-sous-Bois et au Préfet de Seine-Saint-Denis.

ARTICLE 11

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur à la Préfecture, au site administratif de l'EPT Paris Terres d'Envol situé 50 allée des impressionnistes (93420), au Centre administratif de la Mairie d'Aulnay-sous-Bois, Service urbanisme, 16 boulevard Félix Faure 93600 Aulnay-sous-Bois aux jours et heures d'ouverture du service, sur le site internet de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol <https://www.paristerresdenvol.fr/>, sur le site internet <http://modification3-plu-aulnaysousbois.enquetepublique.net> et via un lien depuis le site internet de la Ville d'Aulnay-sous-Bois <https://www.aulnay-sous-bois.fr> pendant un délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête publique.

Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

ARTICLE 12

Au terme de l'enquête publique, l'EPT Paris Terres d'Envol pourra décider, s'il y a lieu, d'apporter des rectifications au projet de modification de droit commun n°3 du PLU de la commune d'Aulnay-sous-Bois pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur. Le conseil de territoire de Paris Terres d'Envol se prononcera par délibération sur l'approbation de la modification n°3 du PLU de la commune d'Aulnay-sous-Bois.

ARTICLE 13

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis ;
- à Monsieur le Maire d'Aulnay-sous-Bois ;
- à Monsieur le Commissaire enquêteur ;
- à Monsieur le Président du tribunal administratif de Montreuil.

ARTICLE 14

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le **12 SEP. 2022**


Bruno BESCHIZZA
Président de Paris Terres d'Envol
Maire d'Aulnay-sous-Bois